

N°AM-2024-74

ARRÊTÉ DU MAIRE
PORTANT OBLIGATION DE TENIR EN LAISSE TOUT CHIEN PRÉSENT DANS
L'ESPACE PUBLIC

Le Maire de BONNEUIL-SUR-MARNE,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code rural et de la pêche maritime ;

VU le code pénal ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le code civil ;

VU l'arrêté préfectoral n°85-515 du 26 février 1985, fixant les dispositions du règlement sanitaire départemental du Val-de-Marne ;

CONSIDÉRANT que l'article 99.6 du règlement sanitaire départemental susvisé interdit de laisser vaquer les animaux domestiques dans les rues, sur les places, les parkings, les jardins publics, les stades, halles, marchés et tous points de la voie publique et que tout spécialement les chiens ne peuvent circuler sur la voie publique en zone urbaine qu'autant qu'ils sont tenus en laisse ; qu'au surplus l'article L.211-16 du code rural et de la pêche maritime susvisé impose que les chiens de première et deuxième catégories soient muselés et tenus en laisse par une personne majeure, sur la voie publique, dans les parties communes des immeubles collectifs et dans les lieux publics, les locaux ouverts au public et les transports en commun ; que pour autant il subsiste encore trop de chiens non tenus en laisse qui vaquent dans l'espace public, créant des perturbations dans le déplacement des personnes, qu'elles soient à pied comme en véhicule à deux, trois ou quatre roues, en venant les importuner, y compris en leur aboyant dessus, et/ou en se mettant en travers de leur circulation – créant ainsi un danger pour la tranquillité et la sécurité publique ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L.2122-28 du code général des collectivités territoriales susvisé, « *le maire prend des arrêtés à l'effet : 1° D'ordonner des mesures locales sur les objets confiés par les lois à sa vigilance et à son autorité ; 2° De publier à nouveau des lois et règlements de police et de rappeler les citoyens à leur observation* » ;

A R R Ê T É

Article 1^{er} : Il est rappelé qu'aux termes, d'une part du règlement sanitaire départemental, d'autre part du code rural et de la pêche maritime susvisés, tout chien doit être tenu en laisse dans l'espace public. La laisse devra être assez courte pour ne pas gêner la circulation des autres usagers et éviter tout risque d'accident causé par l'animal. Il est expressément défendu de laisser les chiens divaguer seuls, sans maître ou gardien.

Article 2 : Les chiens de la première et de la deuxième catégorie, dits « dangereux », doivent être muselés et tenus en laisse courte, ne devant pas dépasser un mètre de longueur, par une personne majeure qui devra être en mesure de présenter le permis de détention de chiens catégorisés en cas de contrôle. Il est rappelé que la détention ou la garde d'un chien de 1^{ère} ou 2^{ème} catégorie par un mineur est formellement interdite.

Sont également considérés comme dangereux les chiens dont les caractéristiques morphologiques s'apparentent aux chiens catégorisés, ils sont donc concernés par les mesures décrites précédemment.

Lorsqu'un chien représente un danger pour autrui, une évaluation comportementale peut être demandée par le maire pour tout chien qu'il désigne en application de l'article L.211-11 du code rural et de la pêche maritime. Cette évaluation est effectuée par un vétérinaire choisi sur une liste départementale. Elle est communiquée au maire par le vétérinaire.

Article 3 : Les chiens circulant sur la voie publique doivent pouvoir être identifiable par tout procédé agréé.

En cas de constatation de défaut de déclaration d'un chien de 1ère ou de 2ème catégorie, le Maire peut mettre en demeure le propriétaire ou le détenteur de l'animal de procéder à la régularisation de la situation dans un délai d'un mois. A défaut de régularisation, au terme de ce délai, le Maire peut ordonner que le chien soit placé dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil et à la garde de celui-ci en attendant de se prononcer sur le devenir de l'animal.

Article 4 : Les propriétaires de chiens ou leurs gardiens doivent prendre toute autre précaution utile pour que leurs animaux aient un comportement non agressif dans l'espace public. L'utilisation des chiens à des fins de provocation, de menace et d'intimidation ainsi que tout circonstance créant un danger pour autrui est interdit.

Pour rappel, le fait par le gardien d'un animal susceptible de présenter un danger pour les personnes, d'exciter ou de ne pas retenir cet animal lorsqu'il attaque ou poursuit un passant, alors même qu'il n'en est résulté aucun dommage, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3^{ème} classe en application de l'article R.623-3 du code pénal.

Article 5 : D'une manière générale, les propriétaires ou détenteurs d'un chien devront veiller à ce qu'il ne porte pas atteinte à l'hygiène, à la sécurité et à la tranquillité publiques.

Article 6 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et réprimées dans les formes et selon les modalités prescrites par les lois et règlements en vigueur.

Article 7 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification par courrier adressé au Tribunal Administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle, case postale n° 8630, 77008 MELUN cedex – ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8 : Le présent arrêté sera inséré au registre des arrêtés municipaux et une copie sera, d'une part publiée sur le site Internet de la mairie, d'autre part sera adressée à :

- Madame la Préfète du Val-de-Marne, pour contrôle de légalité ;
- Monsieur le Commissaire de police de CRÉTEIL ;
- Madame la Responsable de la Police municipale de BONNEUIL-SUR-MARNE ;
- et à Madame la Directrice générale des Services municipaux, pour exécution chacun en ce qui le concerne.

Fait à BONNEUIL-SUR-MARNE, le 22 avril 2024.



Le Maire,

Denis ÖZTORUN

Certifié exécutoire par le Maire,
Compte tenu de sa transmission en Préfecture le 25 AVR. 2024
Et de sa publication le 25 AVR. 2024

Pour le Maire et par délégation :
La Directrice Générale des Services,
Nathalie BOURGEOIS